THE CANADIAN COUNCIL ON SOCIAL DEVELOPMENT
CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

ANNUAL REPORT

RAPPORT ANNUEL

1988-1989

93-00018/

WHAT IS THE CCSD?

We're a national network, linking voluntary, private and public sectors in the search for effective responses to social problems and needs.

We're a research organization, with recognized expertise in original inquiry, as well as social and economic analysis.

We're an advocate of progressive social policies, especially for the poor and disadvantaged, with a track record in consulting the grassroots and in recommending strong action.

We're an independent, member-run council, representing a variety of constituencies, from concerned Canadians and their communities to social service agencies and governments coast to coast.

We're a non-partisan group which feels free to tackle thorny political questions that affect the well-being of Canadians.

We're an resource centre and publisher, sharing ideas and information through newsletters, books, reports, a magazine, and a computer network among a broad audience of Canadians.

We're a forum for discussion and debate on pressing social issues. Our scope is national, but the concerns we address have an immediate, direct and personal impact on all Canadians. And, despite the lack of consensus we see on many issues, we believe that Canadians are united in their desire to build a more caring society.

We have been a leader in social development since we were founded in 1920 as the Canadian National Council on Child Welfare. Among our contributions, we have helped bring about universal immunization programs, pensions, unemployment assistance, workers' compensation, medicare, legal aid, day care, and social and cooperative housing. This year we advocated increases to the child tax credit, continued to press for a core income program for all Canadians, expressed dissatisfaction with the absence of social policy safeguards in the Free Trade Agreement, and proposed that a definition of national objectives be included in the Meech Lake Accord. The Court Challenges Program, administered by the CCSD, funded test cases under the Charter of Rights and Freedoms that advance language and equality rights.

The CCSD: Forging A Better Society for All of Us

Support the United Way
Appuyez Centraide

QU'EST-CE QUE LE CCDS?

Nous sommes un réseau national qui relie les secteurs bénévole, privé et public, afin de trouver des réponses efficaces aux problèmes et aux besoins sociaux.

Nous sommes un organisme de recherche qui possède une compétence reconnue dans les enquêtes initiales ainsi que dans l'analyse sociale et économique.

Nous militons en faveur de politiques sociales progressistes, en particulier pour les pauvres et les défavorisés; de tout temps, nous avons consulté la base et avons recommandé des mesures énergiques.

Nous sommes un conseil indépendant et administré par ses membres, qui représentent divers groupes, depuis les Canadiens préoccupés et leurs collectivités jusqu'aux organismes de services sociaux et aux gouvernement d'un océan à l'autre.

Nous sommes un groupe non partisan qui se sent libre de s'attaquer à des questions politiques épineuses susceptibles d'avoir des répercussions sur le bien-être des Canadiens.

Nous sommes un centre de documentation et un éditeur qui diffuse des idées et des informations au moyen de bulletins, de livres, de rapports, d'un magazine et d'un réseau informatisé, parmi un vaste public de Canadiens.

Nous sommes un lieu d'échanges et de débats sur les dossiers sociaux urgents. Notre champ d'action est certes national, mais nos préoccupations n'en ont pas moins des conséquences immédiates, directes et personnelles sur tous les Canadiens. Malgré l'absence de consensus sur de nombreuses questions, nous croyons que les Canadiens sont unis par leur désir de bâtir une société plus humaine.

Nous jouons un rôle de premier plan dans le développement social depuis notre fondation en 1920 sous le nom de Conseil canadien du bien-être de l'enfance. Parmi nos réalisations, nous avons contribué à instaurer la vaccination universelle, les pensions, l'aide aux chômeurs, l'indemnisation des accidentés du travail, l'assurance-maladie, l'aide juridique, les garderies, de même que le logement social et coopératif. Cette année, nous avons revendiqué l'augmentation du crédit d'impôt pour enfants, continué de réclamer un programme-cadre de sécurité du revenu pour tous les Canadiens, exprimé notre insatisfaction devant l'absence de garanties sociales inscrites dans l'Accord de libre-échange et proposé d'inclure une définition des objectifs nationaux dans l'Entente du lac Meech. Le Programme de contestation judiciaire administré par le CCDS a financé des causes-types justiciables de la Charte des droits et libertés qui font progresser les droits linguistiques et les droits à l'égalité.

Le CCDS : bâtir une société meilleure pour nous tous

FROM THE PRESIDENT

The facts are conclusive. The gap between those Canadians who enjoy the good life and those who don't widens with each passing month. More than 1 million Canadian children are growing up in poverty. Many of their parents are having to work harder and harder to keep from sinking deeper into poverty; many others are losing the battle and getting less of their fair share of the opportunities this country has to offer.

In partnership with our many colleagues in social policy reform organizations, the Council has called for a renewed commitment to investment in Canadian children, to give them a chance to grow up to be independent adults, and in Canadian workers, to ensure that they are not left behind by a changing workplace.

Such an investment would be a tangible sign of our commitment to a fair and caring society. To create this society by the end of this century, we must awaken Canadians to the need for responsible advocacy: the need to speak out against injustice, and to call for social progress, either on their own or through vehicles such as the CCSD.

I am proud of way that the CCSD has engaged Canadians in exploring new ways to achieve basic financial security and meaningful work through the Work and Income in the Nineties project. We have contributed to a serious reflection on the impact of the Free Trade Agreement and on the changing federal-provincial relationships proposed in the Meech Lake Accord.

Community-based organizations in Canada's cities and towns continually advocate policies to alleviate hunger and homelessness, in the hope that those in power will heed the call for economic and social policy reform that addresses the root causes of disadvantage.

Local economic initiatives from Glace Bay, N.S., to Mission, B.C., show that Canadians are willing to invest considerably to sustain economically viable communities in the places they call home. It is time that business and government acknowledged the good will, competence, and faith in the future of these citizens.

Canadians share a legitimate expectation that they will be active participants in the economic and social development of their communities. Investing in Canadians and their communities will make this expectation a reality.

Advocacy is a long-term and sometimes exhausting enterprise. We at the CCSD draw new bursts of energy from the grass roots, from the community-based organizations we work with to define the issues and discuss the strategies that lead to social development and progress. We are profoundly grateful that this energy continues to emanate from our communities. It is continuing confirmation that our mandate is worth pursuing. It is also a reminder that Canadian democracy is in good health.

Anne Usher

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Les faits parlent d'eux-mêmes. Chaque mois, le fossé se creuse entre les Canadiens qui mènent une vie facile et ceux qui se débattent. Plus d'un million d'enfants canadiens sont élevés dans l'indigence. Nombre de leurs parents doivent travailler d'arrache-pied pour éviter de s'enfoncer davantage dans la pauvreté; beaucoup d'autres y sont engloutis et ne peuvent retirer leur juste part des possibilités qu'offre notre pays.

De concert avec ses nombreux collègues des organismes de réforme des politiques sociales, le Conseil a exigé la réaffirmation d'une volonté nationale de donner la priorité aux enfants canadiens pour qu'ils puissent devenir des adultes indépendants, ainsi qu'aux travailleurs canadiens afin qu'ils ne soient pas laissés pour compte dans un monde du travail en pleine évolution.

Une telle orientation serait la preuve tangible de notre volonté de bâtir une société humaine et équitable. Pour construire cette société d'ici la fin du siècle, nous devons sensibiliser les Canadiens à l'importance du militantisme responsable, c'est-à-dire la nécessité de s'élever contre l'injustice et de revendiquer le progrès social, à titre individuel ou par l'entremise d'organismes tels que le CCDS.

Je suis fière de la façon dont le CCDS, au travers du projet Travail et revenu : les années 1990, a invité les Canadiens à envisager de nouvelles formules afin d'assurer une sécurité financière minimale et de donner un sens au travail. Nous avons pris part à une réflexion profonde sur les retentissements de l'Accord de libre-échange et sur la modification des relations fédérales-provinciales proposée par l'Accord du lac Meech.

Les organismes communautaires des villes canadiennes ne cessent de promouvoir des mesures visant à réduire la faim et l'absence de logement, dans l'espoir que les détenteurs du pouvoir répondront à l'appel en faveur d'une réforme de la politique socio-économique qui s'attaque aux causes profondes de la précarité.

De Glace Bay (N.-É.) à Mission (C.-B.), les initiatives économiques locales démontrent que les Canadiens sont disposés à donner beaucoup d'eux-mêmes pour assurer la survie économique des communautés qui sont les leurs. Il est temps que l'entreprise privée et le gouvernement reconnaissent la bonne volonté, la compétence et la foi en l'avenir démontrée par ces citoyens.

Les Canadiens s'attendent légitimement à participer activement au développement économique et social de leurs collectivités. Cette attente deviendra réalité si l'on mise sur les Canadiens et sur leurs collectivités.

L'intercession est une action de longue haleine parfois épuisante. Au CCDS, nous tirons de nouvelles forces de la base, des organismes communautaires avec lesquels nous travaillons à définir les enjeux et à analyser les stratégies qui aboutiront au développement et au progrès social. Nous sommes profondément reconnaissants que cette énergie continue d'émaner de nos collectivités. Cet élan vient confirmer en permanence le bien-fondé de nos efforts pour réaliser notre mandat et nous rappelle que la démocratie canadienne se porte bien.

Anne Usher

FROM THE EXECUTIVE DIRECTOR

Canadians are witnessing a profound change in their society as 1989 unfolds. The landmarks of this change are all around us. Free trade with the U.S. is presenting new challenges both to business and to social development. The federal deficit is causing anxiety in the business community. Tax reform is giving low-income families new credits, but there are concerns that a new sales tax will hit hardest those who can least afford it. The Meech Lake Accord is spelling a shift in the federal-provincial balance of power.

Making sense of this new environment is far from easy. Nor is it a simple matter to sort out the implications for Canadian social policies and programs. What kind of society do we want by the year 2000? Are we on the right track?

It is a time of vigilance for Canadians concerned with the health of their society. At the CCSD, we are trying to stay one step ahead of national and international events, by analyzing their impact on our society and suggesting positive alternatives.

In February 1988, the CCSD told a senate committee that Canadians need a strong definition of "national objectives" of new social programs in the Meech Lake Accord, to ensure that provincial spending powers are balanced by a unified national vision of social goals. The CCSD Board of Governors, at a special meeting in September, said it could not support the Canada-U.S. Free Trade Agreement unless specific concerns about its social implications were allayed. While business groups urged Finance Minister Michael Wilson to consider cuts to social spending in his spring 1989 budget, the CCSD (as a member of the Social Policy Reform Group) urged Wilson to ensure a basic standard of living for all Canadians.

The CCSD also joined with six other organizations concerned with child welfare to call for strong measures to help families get out of poverty. More than 1 million Canadian children were growing up poor in 1986. And our research showed that families with children have lost ground due to 1985 federal budget measures and the 1987 tax reform.

Strong words. . . strong action. . . but nothing less will solve the pressing problems that many Canadians face. Our research has highlighted the desperate plight of poor families, of the homeless, of abused women and their children, and of the many groups seeking legal redress of infringements on language and equality rights.

Our sense of urgency is not misplaced. Canadians must seize this opportunity in our social and economic history to lay the groundwork for the next century. We believe that the CCSD has an important contribution to make in forging this new society.

Terrance M. Hunsley

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les Canadiens assistent à une profonde mutation de la société à mesure que l'année 1989 avance. Les indicateurs de ce changement sont présents tout autour de nous. Le libre-échange avec les États-Unis lance de nouveaux défis à l'entreprise privée tout comme au développement social. Le déficit fédéral suscite des inquiétudes dans le milieu des affaires. La réforme fiscale accorde de nouveaux crédits aux familles à revenu modeste mais on craint que la nouvelle taxe de vente frappe particulièrement les plus défavorisés. L'Entente du lac Meech représente un changement dans l'équilibre du pouvoir fédéral-provincial.

Il est difficile de s'y retrouver dans ce nouvel environnement. Il ne s'agit pas seulement d'identifier clairement les retentissements sur les politiques sociales et les programmes du Canada. Quelle sorte de société appelons-nous de nos voeux pour l'an 2000? Sommes-nous sur la bonne voie?

Pour les Canadiens préoccupés par la santé de leur société, la vigilance s'impose. Au CCDS, nous essayons d'avoir une longueur d'avance sur les évolutions au niveau national et international en analysant leur incidence sur notre société et en suggérant des solutions de rechange positives.

En février 1988, le CCDS a déclaré devant un comité du Sénat qu'il était indispensable, dans l'intérêt des Canadiens, d'inscrire une définition sans équivoque des «objectifs nationaux» des nouveaux programmes sociaux dans l'Entente du lac Meech, afin que les pouvoirs de dépense provinciaux aient pour contrepoids une vision nationale unifiée des objectifs sociaux. Lors d'une réunion spéciale en septembre dernier, le Bureau des gouverneurs du CCDS a déclaré qu'il ne pouvait donner son aval à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis à moins que certaines inquiétudes précises ne soient dissipées. Tandis que des groupes de gens d'affaires pressaient Michael Wilson, le ministre des Finances, d'envisager une réduction des dépenses sociales dans son budget du printemps 1989, le CCDS (en tant que membre du Groupe de réforme des politiques sociales) a enjoint à M. Wilson d'assurer un niveau de vie minimal à tous les Canadiens.

Le CCDS s'est également uni à six autres organismes soucieux du bien-être de l'enfance pour réclamer des mesures énergiques afin d'aider les familles à se soustraire à la pauvreté. Plus d'un million d'enfants canadiens étaient élevés dans l'indigence en 1986. De surcroît, nos études démontrent que les familles avec des enfants ont perdu du terrain à cause des mesures figurant dans le budget fédéral de 1985 et de la réforme fiscale de 1987.

Aux grands maux, les grands remèdes... mais il faudra bien en passer par-là pour régler les problèmes croissants que connaissent de nombreux Canadiens. Nos études ont mis en lumière la situation désespérée des familles indigentes, des sans-abri, des femmes victimes de violence et de leurs enfants, et des multiples groupes dont les droits linguistiques et les droits à l'égalité sont bafoués et qui tentent d'obtenir réparation par la voie judiciaire.

Notre sentiment d'urgence est tout à fait justifié. Les Canadiens doivent saisir cette occasion dans notre histoire socio-économique pour jeter les bases du siècle à venir. Nous pensons que le CCDS a un rôle important à jouer dans la construction de cette nouvelle société.

Terrance M. Hunsley

THE CCSD IN ACTION

Employment and Income Security

Work and Income in the Nineties, Stage I: Income Security Reform. The CCSD promoted its recommendations for a core income program through articles, presentations, consultations and media interviews. It also supported the report of the Ontario Social Assistance Review Committee (the Thomson Committee) and urged the government of Ontario to take the first phase of its recommendations.

> The presence of a national voluntary group has, over the years, provided the opportunity for shared local concerns to be articulated at the national level. A good example of this is the Work and Income in the Nineties project.
> *Jody Orr, executive director of the Social Planning Council of Metropolitan Toronto*

Work and Income in the Nineties, Stage II: The Future of Work. The CCSD is organizing a national forum on the future of work, to be held in May 1989, at which participants will examine how economic pressures, technological advances and social expectations are changing the definition and structure of work. During the fall of 1988, in preparation for the forum, CCSD organized consultations in 17 communities across Canada with representatives from business, labour, education, social development and government. To help frame these discussions, the CCSD published *The Future of Work: Starting a National Discussion* in *Overview* and circulated this publication throughout its network and to participants in the consultations. The CCSD prepared a consultation report summarizing the findings from these local meetings for distribution to forum participants. A final report will conclude this phase of WIN.

Employability Resources Network. The CCSD is a partner in the Employability Resources Network (ERN), a consortium which also includes Coopers & Lybrand Consulting Group and Policy Concepts. The network is being funded for three years by Employment and Immigration Canada. Its purpose is to explore methods for helping unemployed people off social assistance and back into the job market, through the promotion, evaluation and cataloguing of employability programs across Canada. For ERN, the CCSD is developing a national information resource centre, which includes an electronic communications network to serve employment projects and with other interested groups and individuals. A resource library and documentation centre is also being created, as well as a computerized inventory of job-readiness projects throughout Canada.

Child Poverty Coalition. The CCSD joined with six other national voluntary organizations to document child poverty in Canada and demand measures to alleviate it. The coalition documented its findings and published a call to action in an information kit distributed during the fall 1988 election campaign.

Health and Social Services

21st Annual Consultation of Social Services Administrators. Chaired by the CCSD, and coordinated locally by the B.C.

LE CCDS EN ACTION

Emploi et sécurité du revenu

Travail et revenu : les années 1990, phase I — Réforme de la sécurité du revenu. Le CCDS a assuré la promotion de ses recommandations en faveur d'un programme-cadre de sécurité du revenu au moyen d'articles, d'allocutions, de consultations et d'entrevues avec les médias. Le CCDS a également souscrit au rapport du Comité d'examen de l'aide sociale de l'Ontario (le comité Thomson) et a enjoint au gouvernement de l'Ontario d'adopter la première phase de ses recommandations.

Travail et revenu : les années 1990, phase II — L'avenir du travail. Le CCDS organise un colloque national sur l'avenir du travail en mai 1989, au cours duquel les participants examineront comment les pressions économiques, les mutations technologiques et les attentes dans le domaine social modifieront la définition et la structure du travail. À l'automne 1988, en préparation de ce colloque, des consultations ont été organisées dans 17 collectivités de l'ensemble du Canada avec des représentants du patronat, du salariat, des corps enseignants, du gouvernement et du milieu du développement social. En guise de cadre à ces discussions, le CCDS a publié *L'avenir du travail au Canada : sujets de réflexion* dans *Perspectives* et a adressé cette publication aux membres de son réseau et aux participants à ces consultations. Le CCDS a préparé un compte rendu des consultations qui résume les résultats des réunions locales et sera distribué aux participants au colloque. Un rapport final viendra conclure cette phase du projet TRA.

Ressources pour l'amélioration des possibilités d'emploi. Le CCDS fait partie des Ressources pour l'amélioration des possibilités d'emploi (RAMPE), un consortium qui comprend également Coopers & Lybrand Consulting Group et Policy Concepts. Ce projet est financé pour trois ans par Emploi et Immigration Canada. Il a pour objet d'étudier les moyens d'aider les chômeurs à se soustraire à l'aide sociale et à réintégrer le marché du travail par la promotion, l'évaluation et le catalogage des programmes d'amélioration des aptitudes au travail dans l'ensemble du Canada. Dans le cadre de RAMPE, le CCDS met sur pied un centre national de documentation qui comprend un réseau de communications électroniques destiné aux intervenants des projets d'emploi, ainsi qu'aux autres personnes et groupes intéressés. Une bibliothèque est aussi établie, ainsi qu'un inventaire informatisé des projets de préparation à l'emploi dans tout le Canada.

Coalition contre la pauvreté chez les enfants. Le CCDS s'est joint à six autres organismes bénévoles nationaux pour documenter le phénomène de la pauvreté chez les enfants au Canada et réclamer des mesures pour soulager ce mal. La coalition a étayé ses observations et a lancé un appel à l'action en publiant une pochette d'information distribuée au cours de la campagne électorale de l'automne 1988.

Services socio-sanitaires

21e consultation annuelle des administrateurs de services sociaux. Présidée par le CCDS et coordonnée à l'éche-

Ministry of Social Services and Housing, the consultation brought together officials from three levels of government to discuss job-readiness programs, the segregation of income maintenance and counselling services, the state of social development, and the federal child care initiative.

Des communautés actives (Active communities). CCSD's Montreal office completed an interprovincial comparative study of community health and social services centres. Discussions are under way to find funding for translation and publication of this research.

Improving Social Services for the Nineties. The Montreal office also launched the Improving Social Services for the Nineties project, which brings together several CCSD initiatives in this area, and proposes to conduct research and consultations across Canada on social services. The aim of the project is to provide appropriate guidelines for improving social services in Canada during the 1990s.

Social Services Information Exchange (SSIE). The CCSD explored the feasibility of an information network and database in cooperation with provincial and federal governments. With funding from the Ontario Ministry of Community and Social Services, CCSD published a prototype bilingual issue of a proposed quarterly report. The issue was distributed to 1400 persons and organizations for their response.

SocioNet™. The CCSD continues to develop its electronic database of social information. SocioNet™ is available to accredited users on Telecom Canada's iNet2000 database network. Users can read on their monitors and print out information from three menus providing information on CCSD, ERN and SSIE.

(SocioNet is a registered trademark of the Canadian Council on Social Development.)

Social Information Service. The CCSD is investigating the idea of setting up a social information service available to outside users. A social information needs survey and a social information marketing survey conducted in 1988 show that many organizations would like access to the information which the CCSD gathers through its research and analysis and would be willing to support such a service.

> Thank you for developing the prototype of your Social Services Information Exchange Quarterly. As an Association dedicated to influencing and enhancing social policy and services for the citizens of Ontario, we found this resource to be an extremely valuable forum.
> *Ray Lazanik, president of the Ontario Municipal Social Services Association*

AIDS. The CCSD has proposed a study of the social and economic needs of people with AIDS or HIV infection in Canada. CCSD President Anne Usher is a member of the committee planning the V International Conference on AIDS, to be held in Montreal June 4 to 9, 1989. In addition, the CCSD is consulting with community groups and with the task force convened by the Federal Centre for AIDS.

Child care. The CCSD has continued to join with other national organizations which advocate improvements to the national child care policy. The CCSD believes child care

lon local par le ministère des Services sociaux et du Logement de la Colombie-Britannique, la consultation a réuni des représentants des trois paliers de gouvernement pour examiner les programmes de préparation à l'emploi, la séparation des services de maintien du revenu et de counselling, l'état du développement social et l'initiative fédérale relative à la garde des enfants.

Des communautés actives. Le bureau de Montréal a terminé l'étude comparative inter-provinciale sur les centres communautaires locaux de services sociaux et de santé. Des démarches sont en cours en vue de financer la traduction en anglais et la publication dans les deux langues de cette recherche.

Amélioration des services sociaux canadiens pour les années 90. Le Bureau a également lancé un projet d'amélioration des services sociaux canadiens qui regroupe et analyse les nombreuses initiatives du CCDS en la matière, et propose un processus de recherche et d'animation pancanadien. Ce projet a pour objectif de définir les orientations souhaitables en vue d'améliorer les services sociaux canadiens au cours des années 90.

Réseau d'échanges d'information sur les services sociaux. Le CCDS a étudié la faisabilité d'un réseau d'information et d'une banque de données d'information en collaboration avec les gouvernements fédéral et provinciaux. Avec le concours financier du ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario, le CCDS a publié un numéro-pilote bilingue du rapport trimestriel envisagé. Ce numéro a été distribué à 1 400 personnes et organismes afin de recueillir leurs réactions.

SocioNet[MC]. Le CCDS poursuit la mise sur pied de sa base de données électronique d'information sociale. SocioNet[MC] est accessible aux usagers abonnés à la base de données iNet2000 de Telecom Canada. Les usagers peuvent lire les données sur leur écran ou imprimer l'information à partir de trois menus qui fournissent des renseignements sur le CCDS, RAMPE et le REISS.

SocioNet est une marque de commerce du Conseil canadien de Développement social.

Service d'information sociale. Le CCDS étudie la création possible d'un service d'information sociale accessible à des usagers de l'extérieur. Un sondage sur les besoins en information sociale et une étude sur la commercialisation du service envisagé, menés en 1988, ont démontré que beaucoup d'organismes voudraient avoir accès à l'information que recueille le CCDS par ses recherches et ses analyses, et qu'ils seraient disposés à appuyer un tel service.

SIDA. Le CCDS a proposé une étude sur les besoins socio-économiques des personnes atteintes du SIDA ou infectées par le HIV au Canada. Anne Usher, la présidente du CCDS, est membre du comité de planification de la 5e conférence internationale sur le SIDA, qui se tiendra à Montréal du 4 au 9 juin 1989. De plus, le CCDS consulte les groupes communautaires et le groupe de travail établi par le Centre fédéral sur le SIDA.

Garde des enfants. Le CCDS a poursuivi son action de concert avec d'autres organismes nationaux qui militent pour

should be based on the four principles of comprehensiveness, high quality, accessibility and non-profit services.

Social Information Exchange Training Project III and IV. This project for women re-entering the work force provides classroom and on-the-job training in computer skills and social information. The objective of the project is to place 75 per cent of graduates in jobs within three months of graduation. In fact, 70 out of 100 graduates of the first three projects are now employed.

Housing

Homelessness. The CCSD continued to disseminate the findings of its National Inquiry on Homelessness in Canada, conducted last year, to interested groups, social agencies, governments, the media, and concerned Canadians.

> I know that a great deal of hard work is necessary for *Vis-à-vis* to be published. Believe you me — it is worth it!
> *Judge Eric C. Diehl, Melfort, Saskatchewan*

Special Housing Needs. The CCSD completed a synthesis study on the state of Canadian research on special housing and support services needed by battered women; by the physically, mentally and psychiatrically disabled; by single adolescent mothers; and by the homeless. The study was funded by Canada Mortgage and Housing Corporation at the request of the National Housing Research Committee, of which the CCSD is a member.

Seniors. The CCSD is also a member of an advisory committee to CMHC, originally established to help plan a national conference on Housing Options for Older Canadians, held in Halifax in October 1988. The committee is being maintained as an advisory group for follow-up action.

Housing Coalitions. The CCSD has joined forces with the Rural and Small Towns Research and Study Program of Mount Allison University in Sackville, N.B., and Habitation New Brunswick to sponsor a conference on coalition-building. Billed as "Building Partners Within the Housing Community," the conference will be held in Sackville in May 1989.

Home ownership. A paper on the future of home ownership was presented at an invitational forum sponsored by the Ontario Ministry of Housing in October 1988.

Family Violence

Task Force on Family Violence. The CCSD established a task force to discuss family violence and to recommend future directions for the CCSD family violence program. Chaired by Judith Jordan-Austin, a member of CCSD's Board of Governors, the task force included representatives from the Church Council on Justice and Corrections, a group for men who batter, the Quebec association of transition houses, the Vanier Institute of the Family, the Family Service Centre of Ottawa-Carleton, the Canadian Council on Children and Youth, and Health and Welfare Canada. The task force's final report included a discussion paper, *Overview and New Directions* and an overview of *Family Violence Research in Canada*. The task force also made recommendations to the CCSD Board of Governors concerning public education, networking, information-sharing, research and advocacy.

des améliorations à la politique nationale de garde des enfants. Le CCDS estime que celle-ci devrait être fondée sur quatre grands principes, à savoir la globalité, la qualité, l'accessibilité et les services à but non lucratif.

Projet de formation en échange d'informations sociales III et IV. Ce projet s'adresse aux femmes qui réintègrent le marché du travail. Il leur offre une formation en informatique et en information sociale dispensée en classe et au travail. L'objectif de ce projet est que 75 p. 100 des finissantes décrochent un emploi dans les trois mois suivant la remise des diplômes. De fait, 70 des 100 finissantes des trois premiers projets occupent maintenant un emploi.

Logement

Phénomène des sans-abri. Le CCDS a continué à diffuser les résultats de son enquête nationale sur les sans-abri au Canada réalisée l'an passé, auprès des groupes intéressés, des organismes sociaux, des gouvernements, des médias et des Canadiens préoccupés par le sujet.

Besoin de logements spéciaux. Le CCDS a terminé une étude de synthèse sur l'état de la recherche canadienne relative aux logements spéciaux et aux services de soutien nécessaires pour les femmes victimes de violence, les handicapés physiques, mentaux et psychiatriques, les mères célibataires adolescentes et les sans-abri. Cette étude a été financée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement à la demande du Comité national de recherche sur le logement dont le CCDS fait partie.

Personnes âgées. Le CCDS est aussi membre d'un comité consultatif auprès de la SCHL mis sur pied à l'origine pour participer à l'organisation d'une conférence nationale sur les «Choix de logements pour les Canadiens âgés» tenue à Halifax en octobre 1988. Le comité continue d'exister à titre de groupe consultatif en vue d'une action de suivi.

Regroupement pour le logement. De conserve avec le Programme d'études sur le milieu rural et les petites villes de l'université Mount Allison de Sackville (N.-B.) et Habitation Nouveau-Brunswick, le CCDS a patronné une conférence sur la constitution d'un regroupement. Intitulée «Bâtir un partenariat entre les acteurs du logement», cette conférence se tiendra à Sackville en mai 1989.

Accession à la propriété. Le CCDS a présenté un mémoire sur l'avenir de l'accession à la propriété lors d'un colloque sur invitation parrainé par le ministère du Logement de l'Ontario en octobre 1988.

Violence familiale

Groupe de travail sur la violence familiale. Le CCDS a créé un groupe de travail chargé de réfléchir sur la violence familiale et de recommander des orientations futures pour le Programme sur la violence familiale du CCDS. Parrainé par Judith Jordan-Austin, membre du bureau des gouverneurs du CCDS, le groupe de travail comptait des représentants des organismes suivants : le Conseil des églises pour la justice et la criminologie, un groupe pour les hommes violents, le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence, l'institut Vanier de la famille, le Centre de service familial d'Ottawa-Carleton,

Battered Women Speak Out. Work continued on a book on the experiences and views of battered women across Canada. To be published in 1989, the book is based on interviews with 150 victims of wife assault conducted last year.

Vis-à-vis. CCSD's quarterly national newsletter on family violence featured special issues on programs for men who batter, elder abuse and international perspectives on family violence.

Self-Help

Publications. The CCSD coordinated production of a book on self-help in Canada, and contributed a chapter to it. Publication in French and English editions is planned for 1989. Four issues of *Initiative, the self-help newsletter*, were published. As well, the CCSD completed a catalogue of self-help materials available from national voluntary organizations.

Public education. A representative of the CCSD promoted self-help as a speaker and chair at various meetings and conferences this year, including a meeting of the International Self-Help Clearinghouse Network in Newark, New Jersey, and the national conference of the Canadian Public Health Association in Quebec, Quebec. The CCSD also gave a presentation for Telemedicine's continuing education program, available to professional staff of Canadian hospitals, and made a presentation on the value of self-help clearinghouses to an interagency council in Toronto.

Curriculum for professional schools. Professionals and members of the self-help community, working with the CCSD, are involved in defining a "competency profile" — a description of the ideal professional involved with self-help — for professional schools.

Law and social development

Crime prevention through social development. The CCSD participated in training programs for Canadian police and criminal justice professionals. With the Canadian Criminal Justice Association, the CCSD published a report on a national workshop on crime prevention through social development, held February 4 to 6, 1987.

Victims of crime. The CCSD presented its views on changes to the Criminal Code affecting victims of crime to the federal government. It also organized and chaired an international commission on victims of crime, established by the International Conference on Social Welfare. The CCSD has participated in discussions on setting up a national network linking organizations concerned with victims' rights.

> Recent special reports by the CCSD on national issues related to Meech Lake, free trade, taxation and child care have been timely, valuable and relevant to the work we do.
> *Jim Davie, deputy minister of health and human resources, Yukon*

National Issues

Free trade. The CCSD Board of Governors met on September 16 and 17, 1988, to debate the effect of the Canada-U.S. Free Trade Agreement on Canadian social policy. Following the meeting, the Board issued a statement saying that, unless its concerns were allayed, it could not support the agreement. The Board also took this opportunity to reiterate its principles

le Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse, et Santé et Bien-être social Canada. Le rapport final de ce groupe de travail comprenait un document de réflexion intitulé *Overview and New Directions* et un aperçu de la recherche en matière de violence familiale au Canada. Le groupe de travail a également fait des recommandations au Bureau des gouverneurs du CCDS qui portaient sur l'éducation du public, la constitution de réseaux, l'échange d'informations, la recherche et l'intercession.

La voix des femmes. La rédaction d'un livre sur le vécu et les opinions des femmes victimes de violence au Canada va bon train. Cet ouvrage, à paraître en 1989, est tiré d'entrevues réalisées l'année passée avec 150 victimes d'agression conjugale.

Vis-à-vis. Le bulletin trimestriel national du CCDS sur la violence familiale a consacré des numéros spéciaux aux programmes pour les hommes violents, aux mauvais traitements infligés aux personnes agées et à une vue d'ensemble de la violence familiale sur le plan international.

Entraide

Publications. Le CCDS a coordonné la réalisation d'un livre sur l'entraide au Canada et en a rédigé un chapitre. Cet ouvrage devrait paraître en anglais et en français en 1989. Le CCDS a publié quatre numéros d'*Initiative, le bulletin d'entraide*. En outre, il a terminé un catalogue des documents sur l'entraide diffusé par les organismes bénévoles nationaux.

Éducation du public. Un représentant du CCDS a assuré la promotion de l'entraide en prenant part à titre de conférencier et de président à diverses réunions et conférences cette année, y compris une réunion du réseau international des centres d'information sur l'entraide à Newark (New Jersey) et la conférence nationale de l'Association canadienne de santé publique à Québec (Québec). Le CCDS a également fait un exposé destiné au programme d'éducation permanente Telemedicine dispensé aux employés professionnels des hôpitaux canadiens, et a prononcé une allocution sur les mérites des centres d'information sur l'entraide devant un conseil interorganismes à Toronto.

Programme d'études pour les écoles professionnelles. Les professionnels et les entraidants, en collaboration avec le CCDS, participent à la définition des compétences idéales en matière d'entraide au sein des écoles professionnelles.

Droit et développement social

Prévention de la criminalité par le développement social. Le CCDS a participé à des programmes de formation destinés à la police canadienne et aux professionnels de la justice pénale. En collaboration avec l'Association canadienne de justice pénale, le CCDS a publié un rapport décrivant un atelier national sur la prévention de la criminalité par le développement social organisé du 4 au 6 février 1987.

Victimes d'actes criminels. Le CCDS a fait connaître au gouvernement fédéral son opinion quant aux conséquences sur les victimes d'actes criminels des modifications apportées au Code criminel. Le Conseil a également organisé et présidé une commission internationale sur les victimes d'actes crimi-

for social policy in Canada. The CCSD gave a lecture on the social policy implications of the agreement as part of the International Studies Lecture Series "Economies in Transition," sponsored by the State University of New York in Oswego.

Tax reform. The CCSD pursued a number of avenues to promote progressive tax reform as one way to reduce poverty, particularly among families with children and the working poor (see Child Poverty Coalition). It joined with other members of the Social Policy Reform Group to propose to the federal government a new budget strategy designed to help low-income Canadians.

Social justice. The CCSD promoted its definition of "national objectives" and its recommendations about national shared-cost programs in the Meech Lake constitutional accord. It made presentations and distributed information on the accord. CCSD staff and members of the board of governors made presentations at two international meetings on social justice.

> Encore plus que dans d'autres provinces, le Conseil a un rôle essentiel au Québec. L'établissement d'un bureau à Montréal est un atout qui ne peut qu'améliorer la qualité et la diffusion des travaux du Conseil.
> *Gilles Rondeau, directeur, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal*

Montreal Office

This year was a busy one for the Montreal office on many fronts. Staff was involved in bringing many national projects to fruition, including the Future of Work project, the Social Services Information Exchange and the Employability Resources Network. Also started this year were plans for a colloquium, to be held in 1990, on the effects of the Canada-U.S. Free Trade Agreement on social policy in Quebec. The office redoubled its efforts to increase the number of CCSD members in the province. It was intimately involved in the social scene in Quebec, as evinced by the number of consultations and speaking engagements, newspaper and magazine articles by staff, and a high profile in the media. In other work, the office proposed two new research projects — one on employment and mental health and another on community prevention of child abuse in Quebec. It also participated in six working groups or boards of various organizations and developed an international cooperation agreement with Tunisia.

nels mise sur pied par la Conférence internationale de l'action sociale. Le CCDS a pris part à des discussions sur l'établissement d'un réseau national qui relierait les organismes de défense des droits des victimes.

Enjeux nationaux

Libre-échange. Le bureau des gouverneurs du CCDS s'est réuni les 16 et 17 septembre 1988 pour débattre les effets de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis sur la politique sociale canadienne. À l'issue de cette réunion, le Bureau a fait savoir qu'à moins que ses inquiétudes ne soient dissipées, il ne pouvait souscrire à l'Accord. De surcroît, il a profité de cette occasion pour réitérer ses principes relatifs à la politique sociale au Canada. Le CCDS a également fait une conférence sur les répercussions sur la politique sociale de l'Accord dans le cadre d'une série de conférences en études internationales «Économies en transition», parrainée par l'université de l'État de New York à Oswego.

Réforme fiscale. Le CCDS a employé divers moyens pour promouvoir une réforme fiscale allant dans le sens de la progressivité afin de réduire la pauvreté, en particulier parmi les familles avec des enfants et les travailleurs indigents (se reporter à la partie consacrée à la coalition contre la pauvreté chez les enfants). Le CCDS s'est associé à d'autres membres du Groupe de réforme des politiques sociales afin de proposer au gouvernement fédéral une nouvelle stratégie budgétaire visant à aider les Canadiens à faible revenu.

Justice sociale. Le CCDS s'est employé à faire connaître sa définition des «objectifs nationaux» et ses recommandations concernant l'Entente constitutionnelle du lac Meech. Le Conseil a prononcé des allocutions et diffusé des renseignements sur l'Entente. Les employés du CCDS et les membres du Bureau des gouverneurs ont fait des allocutions au cours de deux réunions internationales sur la justice sociale.

Bureau de Montréal

L'année 1988-1989 a été fort occupée au bureau de Montréal, et ce sur plusieurs fronts. Le personnel a participé à la réalisation au Québec de projets nationaux (avenir du travail, Réseau d'échange d'informations sur les services sociaux, Ressources pour l'amélioration des possibilités d'emploi). On a lancé un projet de colloque prévu pour 1990 et consacré aux effets qu'aura sur les politiques sociales au Québec l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Le Bureau a multiplié les initiatives pour accroître le nombre de membres québécois du CCDS. Il s'est montré attentif à la réalité sociale québécoise (consultations et conférences par dizaines, articles dans divers journaux et revues, présence dans les médias). En outre, le Bureau a élaboré et présenté deux nouveaux projets de recherche sur la précarité de l'emploi en relation avec la santé mentale et sur la prévention communautaire des mauvais traitements infligés aux enfants au Québec, a participé à six comités de travail ou conseils d'administrations d'organismes divers, et a élaboré un protocole de coopération internationale avec la Tunisie.

THE COURT CHALLENGES PROGRAM

The Court Challenges Program, administered by the CCSD, provides funding to bring to court important test cases dealing with equality and language rights under the Charter of Rights and Freedoms. The program also gives financial support for research into potential cases.

Funding for the program is provided by the federal Secretary of State department under an agreement that runs from September 1985 to April 1990. Negotiations are under way to renew the program beyond 1990.

> Our major involvement with the Council relates to the Court Challenges Program. . . On the basis of three years' experience, this Department is pleased with the good work the CCSD is doing in managing a difficult process.
> *Jean T. Fournier, federal under secretary of state*

Two independent volunteer panels — one for equality rights cases, the other for language rights — decide which cases will be funded. The members of each panel have extensive experience, community involvement and credibility in equality rights and language rights respectively.

Over the past year, the Equality Rights Panel has approved money for a variety of cases challenging federal laws and regulations on the grounds that they infringe on Charter equality rights for women, the disabled, aboriginal peoples, prisoners, gays and lesbians, immigrants and seniors. In addition, groups dealing with the rights of the poor and groups concerned with refugees received funding for equality cases for the first time.

While most cases take a long time to work their way through the courts, one case funded by the program met with almost instantaneous success. The Federal Court agreed to hear, on October 17, 1988, a case challenging the denial of the vote to some persons with a mental disability, brought by the Canadian Disability Rights Council. Because the federal election was little more than a month away, Justice Barbara Reed rendered an oral decision the same day, striking down the denial as a violation of Charter equality rights and voting rights. As a result, many persons who would otherwise be disenfranchised got to vote on election day.

In January 1989 the Panel held a national meeting of equality-seeking groups to discuss how to use the Charter and the program effectively and how the groups can work together to advance equality rights.

As in earlier years, most cases funded by the Language Rights Panel over the past year dealt with the application of education rights in the nine provinces with a francophone minority. Unlike the situation with equality rights, the courts have rendered many decisions in this area. In fact, the Supreme Court of Canada plans to hear one education case funded by the program (*Mahe v. Attorney General of Alberta*) within the next few months. This case marks the first time that the Supreme Court will have a chance to address section 23 of the Charter, which guarantees the constitutional right of qualifying parents to have their children educated in the official minority language in their province.

LE PROGRAMME DE CONTESTATION JUDICIAIRE

Le Programme de contestation judiciaire, administré par le CCDS, accorde une aide financière en vue de saisir les tribunaux de causes-types ayant trait aux droits linguistiques et aux droits à l'égalité inscrits dans la Charte des droits et libertés. Le Programme accorde aussi un soutien financier aux recherches nécessaires pour préparer une cause éventuelle.

C'est le Secrétariat d'État qui finance ce programme en vertu d'un accord allant de septembre 1985 à avril 1990. Des négociations sont en cours afin de reconduire le Programme au-delà de 1990.

Deux comités indépendants de bénévoles, l'un chargé des droits linguistiques et l'autre des droits à l'égalité, déterminent les actions qui méritent d'être financées. Les membres de chaque comité possèdent une vaste expérience et ont à leur actif une participation communautaire et une crédibilité dans le domaine des droits linguistiques ou des droits à l'égalité.

Au cours de la dernière année, le Comité des droits à l'égalité a octroyé des subventions à une grande diversité d'actions qui contestent les lois et les règlements fédéraux parce qu'ils bafouent les droits à l'égalité que la Charte garantit aux femmes, aux personnes handicapées, aux aborigènes, aux détenus, aux homosexuels et aux lesbiennes, aux immigrants et aux personnes agées. En outre, les groupes militant pour les droits des pauvres et les organismes de défense des réfugiés ont pour la première fois obtenu une aide financière pour des actions relatives aux droits à l'égalité.

Alors que la plupart des causes prennent beaucoup de temps à franchir les différentes étapes de l'appareil judiciaire, une action financée par le Programme a remporté un succès presque instantané. La Cour fédérale a convenu d'entendre, le 17 octobre 1988, une cause contestant le refus du droit de vote à certaines personnes ayant une déficience mentale, portée devant le tribunal par le Conseil canadien des droits des personnes handicapées. Parce qu'il ne restait qu'un peu plus d'un mois avant la tenue des élections fédérales, la juge Barbara Reed a rendu un jugement oral le même jour et a invalidé la disposition contestée car celle-ci violait les droits à l'égalité et le droit de vote garantis par la Charte. En conséquence, beaucoup de personnes qui sans quoi, auraient été privées de leur droits civiques, ont pu participer aux élections.

En janvier 1989, le Comité a tenu une réunion nationale des groupes de promotion de l'égalité pour s'entretenir du recours efficace à la Charte et au Programme, ainsi que des possibilités d'association entre les groupes en vue de faire progresser les droits à l'égalité.

Tout comme les années précédentes, la plupart des actions financées par le Comité des droits linguistiques au cours de l'année passée portaient sur l'application des droits scolaires dans les neuf provinces à minorité francophone. Contrairement au domaine des droits à l'égalité, beaucoup de jugements ont été rendus en la matière. De fait, une cause relative aux droits scolaires financée par le Programme (*Mahé c. le*

A case regarding the interpretation and application of sections 16(2), 19(2) and 20(2) of the Charter — dealing with language rights in New Brunswick — also received funding from the program during 1988-89. In this case, Mr. Gautreau, an Acadian, believes that his constitutional rights were violated when a police officer on highway patrol failed to inquire about his language of choice when speaking with Gautreau. He is also challenging the validity of a summons completed in English only.

The Language Rights Panel also hosted a national meeting, held in March 1989, for groups concerned with language rights. The meeting allowed the groups to evaluate the use of court challenges to advance language rights in Canada and to discuss how the program can help them in achieving linguistic equality.

For detailed information, contact Kathleen Ruff, director of the Court Challenges Program, at the CCSD.

Procureur général de l'Alberta) sera entendue par la Cour suprême du Canada au cours des prochains mois. Cette dernière sera pour la première fois appelée à se prononcer sur l'article 23 de la Charte, qui garantit aux parents admissibles le droit constitutionnel de faire instruire leurs enfants dans la langue de la minorité officielle de leur province.

Au cours de l'année 1988-1989, le Programme a également financé une action portant sur l'interprétation et l'application des paragraphes 16(2), 19(2) et 20(2) de la Charte qui ont trait aux droits linguistiques au Nouveau-Brunswick. Dans cette affaire, M. Gautreau, un Acadien, estime que ses droits constitutionnels ont été violés lorsqu'un agent de la patrouille routière a omis de lui demander quelle était la langue de son choix en s'adressant à lui. Il conteste aussi la validité d'une assignation rédigée en anglais seulement.

De plus, le Comité des droits linguistiques a organisé une réunion nationale en mars 1989 à l'intention des groupes de défense des droits linguistiques. Cette réunion leur a permis d'évaluer l'utilité des contestations judiciaires pour faire progresser les droits linguistiques au Canada et l'aide que peut apporter le Programme en vue d'atteindre l'égalité linguistique.

Pour des renseignements plus détaillés, contacter Kathleen Ruff, directrice du Programme de contestation judiciaire au CCDS.

The Life and Legacy Fund

THIS IS THE CAPITAL INVESTMENT FUND established to contribute to the Council's long-term financial health and to support innovative projects in the human service field. Voluntarism is a key criterion in assessing projects the fund supports.

The Life and Legacy Fund offers an opportunity for supporters to make a substantial and long-term commitment toward the goals and ideals of the Council.

The maintenance and growth of this investment is managed by the stewards of the fund: Harvey Perry (Chairman), Ron Robertson, Agnes Benidickson and John Godfrey.

For further information on pledges, bequests, memorials, life insurance, tax benefits or any other feature of the fund, please contact: Harvey Hodgson, Secretary of the Life and Legacy Fund, c/o CCSD, 55 Parkdale Avenue, Box 3505, Station C, Ottawa, Ontario, K1Y 4G1. Telephone: (613) 728-1865.

Le Fonds viager et de legs

IL S'AGIT DU FONDS DE DOTATION constitué dans le dessein d'assurer à long terme la santé financière du Conseil et d'appuyer des projets novateurs dans le domaine des services sociaux. Dans l'évaluation des projets susceptibles d'être aidés par le Fonds, le bénévolat est le critère essentiel.

Le Fonds viager et de legs permet aux bienfaiteurs d'affirmer leur volonté notoire et à long terme d'appuyer les buts et les idéaux du Conseil.

La gestion et la croissance de ce placement incombent aux mandataires du Fonds : Harvey Perry (président), Ron Robertson, Agnes Benidickson et John Godfrey.

Pour obtenir plus de renseignements sur les promesses de dons, les legs, les fonds commémoratifs, l'assurance-vie et les avantages fiscaux ou tout autre aspect du Fonds, veuillez vous adresser à : Harvey Hodgson, secrétaire du Fonds viager et de legs, au CCDS, 55, avenue Parkdale, C.P. 3505, succursale C, Ottawa (Ontario) K1Y 4G1. Téléphone : (613) 728-1865.

SETTING THE AGENDA

Putting social concerns at the top of the national policy agenda is one of our foremost tasks. As a first step, we must decide which policy areas we will address, in what manner and in what priority.

The role of the Board of Governors

Our activities are directed by a 39-member Board of Governors, elected by and from the membership at the annual meeting held each June. Board members serve terms of one, two or three years and may serve a maximum of three terms. In addition to bringing their experience and expertise to the CCSD decision-making process, Board members represent and promote the Council in their respective regions.

They also serve as a vital link between the Council and social agencies and organizations at the local and provincial levels, explaining the CCSD's role and programs and garnering financial and policy support. At times they accompany the executive director to meetings with federal, provincial and municipal government representatives as well as with local groups within their region.

Board members may sit on one or more of four standing committees appointed to run the Council's affairs: Executive, Finance and Administration, Program Planning, and Nominating, Bylaws and Procedures. They may also sit on program reference groups which advise on policy and program areas.

Members of the CCSD Board of Governors, 1988

Establishing priorities

The Council is the focal point for a wide diversity of social policy issues and concerns across Canada. Given our limited resources, however, we must establish priorities and invest our efforts in those areas where progress is possible or vital. At the same time, we must maintain the flexibility necessary to act upon new policy developments that may arise.

The Board of Governors and its committees are at the centre of this priority-setting work. Every three years CCSD members are consulted on their views by the Program Planning Committee (PPC) of the Board.

Social issues and developments are also identified by Council staff, the program reference groups, and regional vice-presidents of the Board. Research findings, and the results of social policy conferences and workshops provide additional input. The results of this consultation process are reviewed by the Board of Governors, which establishes priorities and future directions for the Council's work. Guided by the Board's decisions, the PPC recommends a three-year strategic plan for approval of the Executive Committee.

NOTRE PROGRAMME D'ACTION

Le Conseil a pour principal devoir de faire placer les questions sociales en tête de l'ordre du jour national. Il nous faut pour cela, au préalable, décider des domaines politiques à traiter, choisir les modes d'intervention et assigner un ordre de priorité.

Le rôle du Bureau des gouverneurs

Nos travaux sont dirigés par un Bureau des gouverneurs composé de 39 membres élus parmi les membres du Conseil à chaque assemblée annuelle en juin. Les membres du Bureau siègent pendant un, deux ou trois ans et peuvent être réélus deux fois. Outre les connaissances et l'expérience dont ils éclairent les décisions du CCDS, les membres du Bureau représentent et font connaître le Conseil dans leurs régions respectives.

Les membres du Bureau constituent un trait d'union vital entre le Conseil et les organismes locaux et provinciaux à vocation sociale auprès desquels ils font comprendre le rôle et les programmes du CCDS, suscitent les soutiens à nos politiques et les appuis financiers. À l'occasion, les membres accompagnent le directeur général afin de rencontrer des représentants fédéraux, provinciaux et municipaux ainsi que des groupes locaux au sein de leurs régions respectives.

Les membres du Bureau peuvent siéger à un ou plusieurs des quatre comités permanents formés chaque année pour diriger les activités du Conseil : Comité exécutif, Finances et administration, Planification des programmes, et Candidatures, règlements et procédures. Ils peuvent aussi siéger à des groupes d'appui aux programmes chargés de conseiller sur des sujets et des programmes.

Détermination des priorités

Le Conseil est appelé à se pencher sur une multitude de questions sociales touchant l'ensemble de notre pays, mais nos ressources limitées nous obligent à fixer des priorités et à investir nos efforts dans les domaines où le progrès est vital ou réalisable. En même temps, nous devons faire preuve de la souplesse nécessaire pour réagir à d'éventuelles nouvelles mesures.

C'est au Bureau des gouverneurs et aux comités que revient essentiellement la tâche de fixer les priorités. Tous les trois ans, les membres du CCDS sont invités par le Comité de planification des programmes (CPP) du Bureau des gouverneurs à donner leurs points de vue. Le personnel du Conseil, les groupes d'appui aux programmes, et les vice-présidents régionaux du Conseil sont également chargés de déterminer les questions d'actualité sociale. Les résultats des recherches et les conclusions des conférences et des ateliers sur la politique sociale complètent cette information. Après examen des données issues de toutes ces consultations, le Bureau des gouverneurs se prononce sur les priorités et l'orientation future des travaux du Conseil. Se fondant sur les décisions du Bureau, le CPP prépare un plan stratégique triennal et en demande l'adoption par le Comité exécutif..

Le CCDS et son personnel rendent compte de tous leurs travaux au Bureau des gouverneurs par le canal du directeur

In all its activities, the CCSD and its staff are accountable through the Executive Director to the Board of Governors and, through the Board, to the members of the Council.

We have an ambitious agenda, but one we feel is vital to the improved social well-being of all Canadians.

We invite, indeed urge all concerned individuals and groups to join the Council and participate in shaping a humane and caring society.

JOINING THE CCSD

All are welcome to join the CCSD — our membership is open to the public. Our constituency is broad and diversified, reflecting the spectrum of groups and individuals concerned about social progress: health and social service agencies, government departments and agencies, non-governmental organizations, local United Ways, social planning councils, unions, businesses, educational institutions, libraries and concerned individuals.

By joining the CCSD, you benefit from our national information-sharing network and timely first-rate publications. As well, you are entitled to vote for our Board of Governors and to express your views on our course of action. The CCSD, in turn, welcomes members' contributions to our discussions and publications. We're stronger with your participation!

Entitlements

Members of the CCSD receive:

- ✔ *Perception, Canada's Social Development Magazine*
- ✔ Three quarterly national newsletters — *Overview, Initiative* and *Vis-à-vis*
- ✔ Preferential rates for participation in CCSD conferences and workshops
- ✔ Information on new publications
- ✔ The CCSD annual report
- ✔ Voting privileges at annual meetings
- ✔ Access to the CCSD group insurance plans
- ✔ 20% off our regular prices for books and reports

Fees

Individuals*	
Full-time students	$10
Participating	$50
Sustaining	$100

Organizations (based on annual budget)	
Less than $100,000	$75
$100,001 to $300,000	$125
More than $300,000	$200
Sustaining	$500
Libraries	$50
Municipalities	
per 1,000 population	$2.50 (minimum fee $100)

*Persons on fixed or low incomes may pay what they can afford. Membership entitlements may vary accordingly.

général et aux membres du Conseil par le canal du Bureau des gouverneurs.

Notre programme d'action est ambitieux, mais il est vital, à notre avis, pour faire progresser le niveau général de bien-être de la société canadienne.

Nous invitons instamment tous les particuliers et les groupes qui se préoccupent de progrès social à se joindre au Conseil et à participer à l'édification d'une société plus humaine et charitable.

ADHÉSION AU CCDS

Tous sont les bienvenus au CCDS — nous sommes ouverts à tous. Nos membres proviennent de tous les horizons de la société, et reflètent la diversité des milieux, des groupes et des particuliers qui s'intéressent au progrès social : organismes de services socio-sanitaires, ministères et organismes gouvernementaux, organisations non gouvernementales, sections locales de Centraide, conseils de planification sociale, syndicats, entreprises privées, établissements d'enseignement, bibliothèques, et simples particuliers.

En adhérant au CCDS, vous bénéficiez de notre réseau national d'échange d'informations et de publications pertinentes de grande qualité. De surcroît, vous jouissez du droit de vote aux élections du Bureau des gouverneurs et du droit d'exprimer votre opinion sur notre cheminement. Le CCDS, quant à lui, accueille avec plaisir la participation des membres aux discussions et aux publications. Votre participation renforce notre action!

Privilèges des membres du CCDS :

- ✔ Un abonnement à *Perception, le magazine canadien de développement social*
- ✔ Un abonnement à trois bulletins nationaux trimestriels : *Perspectives, Initiative,* et *Vis-à-vis*
- ✔ Des tarifs préférentiels pour la participation aux conférences et aux ateliers du Conseil
- ✔ Des renseignements sur les nouvelles publications
- ✔ Le rapport annuel du CCDS
- ✔ Le droit de vote aux assemblées annuelles
- ✔ L'accès aux régimes d'assurance collective du CCDS
- ✔ 20 p. 100 de réduction sur le prix habituel des livres et des rapports

Frais d'adhésion

Particuliers*	
Étudiants	10 $
Membre	50 $
Membre bienfaiteur	100 $

Organismes (selon le budget annuel)	
Inférieur à 100 000 $	75 $
De 100 001 à 300 000 $	125 $
Supérieur à 300 000 $	200 $
Affiliés	500 $
Bibliothèques	50 $
Municipalités	
par millier d'habitants	2,50 $ (frais minimums 100 $)

*Les personnes ayant un revenu fixe ou modeste peuvent payer selon leurs moyens. Les privilèges d'adhésion pourront alors varier en conséquence.

PUBLICATIONS

The CCSD is a major publisher in the social development field. Our publications include books, research reports, occasional papers and policy briefs. In addition, the Council produces four quarterly periodicals:

Perception, Canada's Social Development Magazine — Perception is a unique bilingual magazine that provides the latest information on and alternative analysis of a range of social development issues, including employment, income security, housing, health and social services, justice, natives and women, and more.

Overview — Our newsletter keeps you up-to-date on the activities of the Council and other social development agencies, new legislation, policy trends, social statistics, program developments, new publications and coming events. Available at no charge to members.

Initiative— Initiative serves the self-help/mutual aid community with current information and articles on events, resources and groups pertaining to self-help. Available at no charge to members.

Vis-à-vis — This national newsletter explores developments in the field of family violence—its scope and effects, intervention and training strategies, as well as prevention programs and resources. Available at no charge to members.

ERN: Employability Resources Network — CCSD's most recent periodical informs front-line organizers and policy-makers about programs and projects to make welfare recipients job-ready. It is part of the ERN project conducted jointly by the CCSD, Coopers & Lybrand Consulting Group and Policy Concepts. Available at no charge to members.

BOOKS

Our recent books include:

Free Trade and Social Policy — Edited by Glenn Drover. A thoughtful discussion on the effects of the Canada-U.S. Free Trade Agreement on social policy. Includes papers by proponents and detractors of the agreement who attended the CCSD expert seminar on free trade in November 1987. English only. $25 hard cover, $15 paperback

A Guide to the Charter For Equality-Seeking Groups, Revised Edition — Produced by the Court Challenges Program. A readable manual on what the Charter means for equality rights, how to remedy inequality by using the Charter and how to develop a test case. Bilingual. Available at no charge.

Organizing for the Homeless — by Jim Ward. A mix of the practical and theoretical, Ward's first-hand experience on how to organize the homeless is an invaluable resource for the front-line organizer and the social service community. English only. $25 hard cover, $15 paperback.

Self-Help in Canada — by Jean-Marie Romeder. Examines the state of self-help across the country, and evaluates its contribution to individual and social well-being. English and French editions. $25 hard cover, $15 paperback.

Canadian Fact Book on Poverty: 1989 — by David P. Ross and E. Richard Shillington. **The** book on poverty statistics: definitions and measurements, poverty lines, data on native peoples and the disabled, changes in poverty rates for families

Éditeur de premier plan dans le domaine du développement social, le CCDS publie notamment des livres, des comptes rendus de recherches, des documents sur des sujets d'actualité, et des énoncés de politique. En outre, le Conseil fait paraître quatre publications trimestrielles :

Perception, Le magazine canadien de développement social — Une revue bilingue d'actualité sociale, unique en son genre, qui se penche sur les aspects les plus récents du développement social et ce faisant, jette un éclairage novateur entre autres sur l'emploi, la sécurité du revenu, le logement, les services socio-sanitaires, la justice, les autochtones et la condition féminine.

Perspectives — Bulletin d'actualité sur les travaux du Conseil et des autres organismes de développement social, les nouvelles lois, les tendances politiques, les statistiques sociales, les programmes, les publications nouvelles et le calendrier des manifestations. Gratuit pour les membres du CCDS.

Initiative — Bulletin qui s'adresse aux groupes d'entraide et informe sur les activités, les ressources et les groupes du domaine de l'entraide. Gratuit pour les membres du CCDS.

Vis-à-vis — Bulletin national consacré à l'étude du phénomène de la violence familiale : la portée de ce problème, ses effets, les stratégies d'intervention et de formation, ainsi que les programmes de prévention et les ressources. Gratuit pour les membres.

RAMPE : Ressources pour l'amélioration des possibilités d'emploi — Dernier-né des bulletins du CCDS, qui renseigne les organisateurs de première ligne et les décideurs politiques sur les programmes et projets de préparation à l'emploi pour les prestataires de l'aide sociale. Fait partie du projet RAMPE administré conjointement par le CCDS, Coopers & Lybrand Consulting Group et Policy Concepts. Gratuit pour les membres.

LIVRES

Au nombre des titres récemment parus :

Free Trade and Social Policy — Sous la direction de Glenn Drover. Une analyse fouillée de l'effet sur la politique sociale de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Comprend des documents rédigés par des partisans et des opposants de l'Accord qui ont participé au séminaire de spécialistes organisé par le CCDS sur le libre-échange en novembre 1987. Anglais seulement. Cartonné — 25 $, broché — 15 $.

Guide du recours à la Charte pour les groupes de promotion de l'égalité, édition révisée — Réalisé par le Programme de contestation judiciaire. Manuel très accessible qui explique l'incidence de la Charte sur les droits à l'égalité, les moyens de corriger les inégalités grâce à ce texte et l'élaboration d'une cause-type. Bilingue. Gratuit.

Organizing for the Homeless — Par Jim Ward. L'expérience de première main de Jim Ward, à la fois théorique et pratique, sur les manières d'organiser les sans-abri, est un outil inestimable pour les organisateurs de première ligne et le milieu des services sociaux. En anglais seulement. Cartonné — 25 $, broché — 15 $.

and singles as well as young and old since 1973. Resource and reference work for anyone concerned with poverty. English and French editions. $25 hard cover, $15 paperback.

OTHER PUBLICATIONS

A Choice of Futures: Canada's Commitment to Its Children—Kit on the erosion of support for families and its devastating effect on children. Produced by a coalition of six organizations concerned with child welfare. Bilingual. Available at no charge while quantities last.

Equality Rights: Three Years Later—Equality Rights Annual Report. More than just a report on the equality rights work of the Court Challenges Program, this booklet explains how the courts have interpreted equality rights and what we can expect in the future. English and French editions. Available at no charge from the Court Challenges Program.

Language Rights Annual Report—Produced by the Court Challenges Program. Outlines the interpretation of language rights in education and the legal system, as well as legislative bilingualism. English and French editions. Available at no charge from the Court Challenges Program.

Federal Report Card 1984-1988—A review of the federal government's social policy record, by the Social Policy Reform Group. Prepared for the fall 1988 election campaign to provide Canadians with an overview of the Conservative government's record on social issues, it remains a handy reference tool for reform advocates and lobbyists. The Social Policy Reform Group comprises six national agencies concerned with social well-being. English and French editions. Available at no charge.

REPORTS

Fostering Public Participation: A Brief Discussion and Selected Annotated Bibliography (English and French editions)

National Opinion Polls on Social Development, June 1987 and March 1988 (English only)

Crime Prevention Through Social Development: National Workshop Report (English only)

The Future of Work: Consultation Report (English and French editions)

Self-Help Materials in National Voluntary Organizations (English only)

To order, write to: CCSD Publications, 55 Parkdale Ave., P.O. Box 3505, Station C, Ottawa, Ontario, K1Y 4G1.

L'entraide au Canada — Par Jean-Marie Romeder. Examine l'état de l'entraide à travers le pays et évalue son apport au bien-être individuel et social. Éditions anglaise et française. Cartonné — 25 $, broché — 15 $.

Données de base sur la pauvreté au Canada : 1989 — Par David P. Ross et E. Richard Shillington. Ouvrage sur les statistiques concernant sur la pauvreté : définitions et mesures, seuils de pauvreté, données sur les autochtones et les handicapés, changements dans les taux de pauvreté des familles et des personnes seules, des jeunes et des personnes âgées depuis 1973. Ouvrage de référence pour toute personne qui s'intéresse à la pauvreté. Éditions anglaise et française. Cartonné — 25 $, broché — 15 $.

AUTRES PUBLICATIONS

Pour l'avenir du Canada : priorité aux enfants — Document sur l'érosion du soutien aux familles et ses effets désastreux sur les enfants. Réalisé par un regroupement de six organismes préoccupés par le bien-être des enfants. Gratuit jusqu'à l'épuisement des stocks.

Droits à l'égalité : trois ans plus tard — Rapport annuel sur les droits à l'égalité. Loin d'être un simple rapport sur le travail consacré aux droits à l'égalité au sein du Programme de contestation judiciaire, cette brochure explique comment les tribunaux ont interprété ces droits et ce que l'avenir nous réserve. Éditions anglaise et française. Diffusé gratuitement par le Programme de contestation judiciaire.

Rapport annuel sur les droits linguistiques — Réalisé par le Programme de contestation judiciaire. Présente l'interprétation des droits linguistiques dans les domaines scolaire et judiciaire, ainsi que le bilinguisme législatif. Éditions anglaise et française. Diffusé gratuitement par le Programme de contestation judiciaire.

Bulletin d'évaluation 1984-1988 — Bilan social du gouvernement fédéral réalisé par le Groupe de réforme des politiques sociales. Préparé pour la campagne électorale de l'automne 1988 afin de donner aux Canadiens un aperçu de la politique du gouvernement conservateur relative aux enjeux sociaux, il reste une précieuse référence pour tous ceux qui militent et effectuent des démarches en faveur de réformes. Le Groupe de réforme des politiques sociales comprend six organismes nationaux s'intéressant au bien-être social. Éditions anglaise et française. Gratuit.

RAPPORTS

Encourager la participation du public : bref exposé et bibliographie choisie annotée (éditions anglaise et française)

National Opinion Polls on Social Development, juin 1987 et mars 1988 (en anglais seulement)

Crime Prevention Through Social Development : compte rendu de l'atelier national (en anglais seulement)

L'avenir du travail : compte rendu de la consultation nationale (éditions anglaise et française)

Self-Help Material in National Voluntary Organizations (en anglais seulement)

Pour commander, prière d'écrire aux Publications du CCDS, 55, avenue Parkdale, C.P. 3505, Succursale C, Ottawa (Ontario) K1Y 4G1.

BOARD OF GOVERNORS/MEMBRES DU BUREAU DES GOUVERNEURS

Guy Adam, Ottawa
Nicky Aumond, Montréal
Rita Baillargeon, Sherbrooke
Kenneth Barter, Charlottetown
Les Batterson, Windsor
Andrew Bear Robe, Gleichen, Alta.
S.E. Blakely, Calgary
George Brown, Scarborough
Wm. McMillin Carson, Hamilton
Catherine Casserly, Ottawa
Maurice Charlebois, Montréal
Catherine Charlton, Toronto
Madeleine Delaney LeBlanc, Fredericton
Dr. Andy Farquharson, Victoria
Donalda Ford, Regina
Dr. Ralph Garber, Toronto (ex officio)
Georgio Gaudet, Fredericton
Ruth Goldbloom, Halifax
Jérôme Guay, Québec
Lt.-Col. Bruce W. Halsey, Ottawa
Monseigneur Jean-Guy Hamelin, Rouyn-Noranda
Ariella Hostetter, Ottawa
Gayle Gilchrist James, Edmonton
Edith Johnston, Scarborough
Judith Jordan-Austin, Toronto
Michael J. Keyes, Halifax
Paul Lamarche, Québec
Karen McGrath, Mount Pearl
Michael Mendelson, Winnipeg
Jean Panet-Raymond, Montréal
Ronald Robertson, Toronto
Monique Simard, Montréal
Judge Linton J. Smith, juge, Regina
William G. Smith, Islington
Hon./L'honorable Mira Spivak, Ottawa
Dr. Richard Splane, Vancouver
Robert Tremblay, Actonvale
Anne Usher, Montréal
Alison Van Duzer, Hamilton
Sharon Willms, Vancouver

CORPORATE MEMBERS/SOCIÉTÉS AFFILIÉES AU CCDS

Arriscraft Corporation
Bell Canada/Compagnie de téléphone Bell Canada
Canada Malting Co. Ltd./Compagnie Canada Maltage Ltée
Canada Starch Company Inc./La Compagnie Canada Starch Inc.
Canada Trust
Carling O'Keefe Breweries of Canada Limited
Confederation Life Insurance Co./Association Confederation Life
Fiberglas Canada Inc.
The Great Atlantic & Pacific Company of Canada Ltd.
Great-West Life Assurance Co./La Great-West, Compagnie d'assurance-vie
Imasco Ltd./Ltée
Imperial Oil Ltd./Ltée
Richardson Century Fund
Kruger Inc.
MediaCom Inc.
National Life Assurance Company of Canada
Phillips Cables Ltd./Ltée
Polysar Ltd.
Power Corporation of Canada/Power Corporation du Canada
Placer Dome Inc.
Prudential Assurance Company Ltd./La Prudentielle Compagnie d'Assurance Ltée
Royal Bank of Canada/Banque Royale du Canada
Royal Trust Co. Ltd./Ltée
Southam Inc.
Stelco Inc.
Sun Life Assurance Company of Canada/La Sun Life, Compagnie d'assurance-vie
Telesat Canada
Torstar Corporation
Total Petroleum Canada Limited/Ltée
Union Gas Company of Canada Ltd./Ltée

UNION MEMBERS/SYNDICATS AFFILIÉS AU CCDS

British Columbia Federation of Labour/Fédération du travail de la Colombie-Britannique
Canadian Labour Congress/Congrès du travail du Canada
Canadian Union of Public Employees/Syndicat canadien de la Fonction publique
Canadian Union of Public Employees, Local 2059/Syndicat canadien de la Fonction publique, section locale 2059
Centrale des syndicats démocratiques
Confédération des syndicats nationaux
Energy and Chemical Workers Union/Syndicat des travailleurs de l'énergie et de la chimie
New Brunswick Nurses' Union/Syndicat des infirmières du Nouveau-Brunswick
Nova Scotia Federation of Labour/Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse
Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

The CCSD would also like to acknowledge the continued support of federal, provincial, territorial, and municipal governments, United Ways and Social Planning Councils, and of the many social agencies and interested individuals which make up our membership.

Le CCDS aimerait aussi exprimer sa reconnaissance pour l'appui soutenu que lui ont prêté les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux, des sections de Centraide et des conseils de planification sociale, ainsi que les nombreux organismes à vocation sociale et particuliers intéressés qui sont affiliés au Conseil.